

# A propos de sondages...

Liens et articles regroupés dans ces pages par Philippe Le Vallois (16 mars 2022)

## -Deux sites pour se faire une/des idée.s....

### [Peut-on faire confiance aux sondages ? - Zooms - Cité des Sciences](#)

[www.cite-sciences.fr](http://www.cite-sciences.fr) > [bibliotheque](#) > [chercher-trouver](#) > [ressources-en-ligne](#)

Les sondages sont-ils fiables ? Arthur Carpentier, Les décodeurs, Le Monde, 11 mars 2020. (Vidéo, 17:31). "En France, chaque élection est précédée d'une ...

### [Quelle crédibilité accorder aux sondages ?](#)

[www.franceculture.fr](http://www.franceculture.fr) > [Émissions](#) > [L'Esprit public](#)

26 déc. 2021 · Il existe de nombreux instituts de sondage en France. ... Des sondages devenus incontournables mais sont-ils fiables ?

## -Un article du « Monde », page 'Idées' du mardi 15 février 2022 (p.34)

D'Alexandre Dezé (Université de Montpellier et Sciences Po Paris), « Il faudrait déshystériser la production et l'utilisation des sondages »

-Un ouvrage d'Alexandre Dezé, *10 leçons sur les sondages politiques*, De Boeck Supérieur, 2022

## -Au plan pédagogique :

### [Les sources de biais | Secondaire | Alloprof](#)

[www.alloprof.qc.ca](http://www.alloprof.qc.ca) > [eleves](#) > [mathematiques](#) > [les-sources-de-biais-m1363](#)

Lorsqu'un recensement, une enquête ou un sondage est effectué, plusieurs facteurs peuvent venir fausser ses résultats.

## -Du « Centre d'Observation de la Société-COMPAS

### **Le sondage, un mauvais outil pour comprendre la société**

Oct 11, 2021

Depuis leur introduction à la fin des années 1930 en France, et surtout leur application à partir du milieu des années 1960 au cas électoral, les sondages ont pris une place croissante dans le débat public. Pas un jour ne passe sans qu'un média ne rende compte d'une enquête. La plupart des enquêtes sont réalisées par des entreprises privées à des fins commerciales pour anticiper les ventes d'un produit et leurs résultats ne sont pas divulgués. De plus en plus de sondages publiés sont réalisés pour leur seule médiatisation par un groupe de pression, un « think-tank », une institution ou un média lui-même. Ces enquêtes ont le plus souvent peu de valeur, mais leur influence dans la société pose question.

Les sondages partent d'un principe d'économie : observer un échantillon d'une population permet, en extrapolant, de porter un regard sur l'ensemble de la population avec une marge d'erreur statistiquement définie, pour une question précise à un moment donné. L'amélioration des systèmes de traitement de l'information permet d'aller plus vite et d'être plus précis. Les méthodes actuelles sont beaucoup plus élaborées qu'à l'origine.

Mais la technique se heurte aux transformations sociodémographiques. Constituer des échantillons représentatifs n'est pas simple : comment trouver des personnes âgées dans une enquête réalisée par Internet quand presque la moitié des 70 ans et plus n'ont pas d'ordinateur à la maison (données Crédoc 2020) ? Pour représenter fidèlement les milieux sociaux, le sondeur doit classer les personnes en fonction de déclarations, qui n'entrent pas forcément dans la nomenclature de l'Insee en catégories socioprofessionnelles. La population est très sollicitée et de plus en plus sensible à la diffusion de données la concernant. Cette pratique entraîne des refus de réponse dont le niveau est très peu souvent publié. Pour parer à tout cela, le sondeur « redresse » l'échantillon. En fonction de résultats d'enquêtes précédentes et des réponses des populations sous-représentées, il modifie les résultats. Ce redressement est juste car il permet d'être plus proche de la réalité, mais l'imprécision demeure.

La façon de formuler les questions détermine en partie la réponse, mais les termes précis de la question ne sont presque jamais présentés quand le sondage est médiatisé. La question « *faut-il réduire les impôts ?* » appelle presque toujours « *oui* ». Si on ajoute « *et les allocations familiales ou les retraites ?* », la réponse ne sera pas la même. Une expérience, menée par le ministère des Affaires sociales sur l'opinion concernant le niveau des dépenses consacrées à la protection sociale (voir encadré), en dit long : des libellés différents débouchent sur une réponse identique... Tout simplement parce que les sondés n'ont aucune idée de ce que représentent les valeurs indiquées dans l'enquête. Ils ne répondent pas à la question posée.

### **Toutes les opinions se valent ?**

Les enquêtes font comme si toutes les opinions étaient équivalentes, ce qui confine parfois à l'absurde. Ainsi, au lendemain de chaque intervention présidentielle télévisée, on sonde les Français pour savoir si le président a convaincu, en intégrant les téléspectateurs qui n'ont pas vu l'émission mais en ont entendu parler... Comme si leur opinion valait celle de ceux qui l'ont suivie. Dans un grand nombre de domaines, les compétences des sondés sont très relatives. Qui peut répondre à la nécessité de telle ou telle intervention militaire à l'étranger, alors qu'il ne connaît rien des tenants et des aboutissants de l'affaire ? Sur le niveau des « prélèvements obligatoires », sans savoir de quoi il retourne ?

Pour les sondeurs, récuser les sondages parce que les citoyens disposent de compétences inégales serait anti-démocratique. Pourtant, la démocratie ne consiste pas à faire porter chaque décision par chaque citoyen. Tous les systèmes modernes sont « représentatifs » : on vote pour un représentant à qui on délègue le devoir de faire les « bons » choix dans la durée parce qu'il travaille de façon approfondie sur l'impact de ses décisions. Le développement des sondages est parallèle à la critique de cette démocratie représentative, et l'idée que chaque opinion se vaut sur tous les sujets, d'où l'idée de développer les référendums.

Le sondage ne reflète qu'une opinion formulée sur le vif. Répondre à un sondeur n'engage à rien. Cela peut être l'occasion de jouer, d'exprimer sa colère du moment... Combien de sondés répondent plus ou moins au hasard – parfois pour faire plaisir à l'enquêteur – et auraient modifié leur choix s'ils avaient pris quelques minutes de réflexion ? Une partie des réponses se fait dans la précipitation, au « jugé ». Répondre à une enquête met en scène une relation entre le sondeur et le sondé dans un contexte social qui n'est pas neutre. Les personnes interrogées se conforment pour partie aux attentes du sondeur et aux normes de la société. Combien de sondés osent avouer leur inaptitude à se positionner ? Dans bien des cas, la possibilité de ne pas le faire n'est pas proposée par l'enquêteur à celui qui hésite, pour gagner du temps et remplir son quota de questionnaires. Elle est régulièrement omise dans les résultats du sondage. Par ailleurs, toutes les positions ne sont pas aussi faciles à endosser. Ainsi, les positions extrêmes sont mal estimées dans les sondages politiques qui sont ensuite « redressés » par les sondeurs qui anticipent la difficulté à afficher son opinion à un enquêteur.

Enfin, le résultat obtenu dépend du bruit médiatique autour de la question posée. Hier au sujet de l'insécurité, plus récemment sur l'immigration ou l'assistanat, des campagnes bien menées ont modulé l'opinion du moment de quelques points. C'est ainsi qu'aujourd'hui on présente les Français comme acquis aux thèses de la xénophobie alors que les enquêtes sérieuses sur les valeurs nous disent l'inverse. Une confusion intellectuelle s'est installée entre l'opinion formulée au coin d'une rue et les valeurs qui structurent nos modes de pensée et d'action.

Au fond, le guide d'utilisation du sondage est simple. Il suffirait de l'utiliser pour ce qu'il est : une réponse qui n'engage à rien, à une question posée avec des termes choisis, à un moment donné, auprès d'un échantillon dont la représentativité doit être discutée. Le résultat reflète les préoccupations du moment, exprimées de façon fugitive. L'air du temps. Seules les enquêtes en profondeur, répétées d'années en années ont un intérêt pour comprendre les évolutions des valeurs sur le temps long. Parmi celles-ci, on peut citer les travaux du Crédoc autour de l'enquête conditions de vie et aspirations des Français réalisée depuis la fin des années 1970, l'enquête internationale des chercheurs réunis au sein de l'équipe Arval autour de la question des valeurs au niveau européen dont les données remontent à 1981, le baromètre d'opinion du ministère des Solidarités et quelques enquêtes régulières des instituts de sondage. Ce sont les évolutions des réponses qui ont du sens.

### **Qu'est-ce qui pose problème ?**

Au fond, l'imperfection des méthodes – que les sondeurs connaissent bien et évoquent régulièrement – n'est pas le problème principal. Toutes les enquêtes auprès de la population réalisées par la statistique publique doivent faire face à des difficultés du même type même si l'ampleur des moyens utilisés et la taille de l'échantillon permet beaucoup plus de précision. C'est l'utilisation de l'outil pour autre chose que ce qu'il permet de faire qui est en cause. Et donc, c'est bien de ceux qui commandent et commentent les sondages qu'il est question. Pour certains, l'usage est militant : tel ou tel groupe de pression ou centre de pensée commande une enquête pour défendre une cause, servir son propos. Telle entreprise publie un sondage (souvent baptisé « l'Observatoire de... ») pour que l'on parle d'elle dans la presse. Une partie des commentateurs qui reprennent ces enquêtes le font en connaissance de cause, adoptant une lecture militante pour défendre une cause. Mais le plus souvent, le sondage est utilisé, par ignorance ou facilité, sans se poser la question parce que le chiffre « parle de lui-même » et fait de l'audience. La pertinence et la réception de la question ne sont quasiment jamais évoquées. Comme si le fait que le politique doive aller dans le sens de « ce que pensent les Français » allait de soi, puisque que ce serait l'opinion majoritaire selon le sondage.

L'usage médiatique des sondages fonctionne de façon récréative : ils n'ont pas grande valeur, mais ce n'est pas grave. Qu'importe, si cela n'a guère de conséquence ? D'abord, cela souligne l'hypocrisie de médias qui relaient à l'occasion une critique superficielle des sondages (sur la technique utilisée par exemple), tout en les utilisant massivement au quotidien. C'est le cas pour l'élection présidentielle transformée en course hippique, et au final les sondages vont faire naître ou tuer certains candidats. Ensuite, dans un univers où les sondeurs ont pris le pas sur les chercheurs pour analyser les transformations sociales, le décalage grandit entre le discours sur la société et la société réelle.

Le plus grave est que le bruit médiatique des sondages influence les politiques publiques. C'est, par exemple, ce qui a permis d'accréditer l'idée que « les Français » seraient massivement contre « l'assistanat », d'où une injonction au politique à agir en ce sens. Il en est de même dans le domaine de l'immigration. Le sondage fonctionne comme une drogue. Le pouvoir ne peut plus s'en passer, mais l'illusion de mesurer « ce que les gens veulent » le tue à petit feu et la dose augmente toujours. Les « décideurs » publics, entourés de communicants, comprennent mal la faible portée de leurs outils, la pauvreté des questions posées. Pour eux, il est encore plus difficile à comprendre qu'un citoyen n'attend pas que les politiques publiques suivent l'opinion qu'il livre au sondeur à un coin de rue ou sur Internet. Ce qui semble un paradoxe est au fond assez simple à analyser. On peut trouver une mesure contraire à ses propres intérêts et le dire au sondeur mais

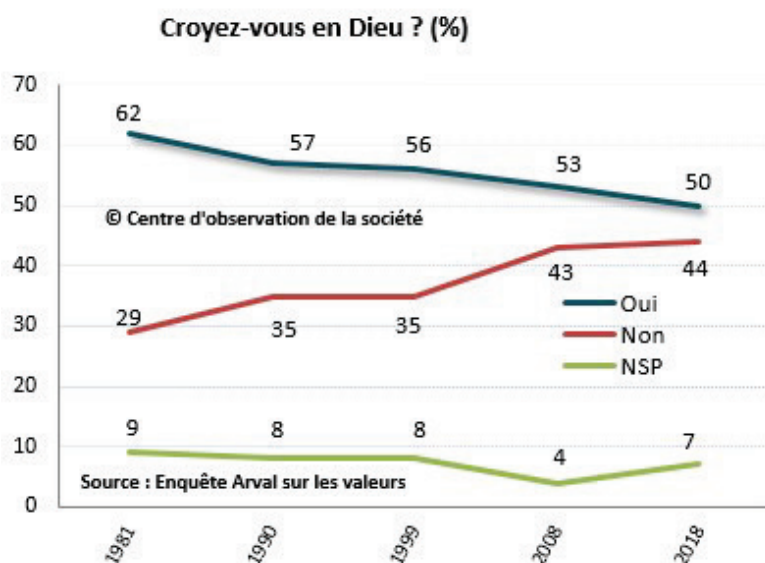
comprendre – par exemple pour faire faire des économies aux finances publiques – qu’il faille la prendre si elle a été clairement expliquée et fondée. On peut sans trop réfléchir signifier un énervement, un ras-le-bol sur un sujet qui exprime une tension mais ne détermine pas le vote. Il n’est pas certain qu’aller dans le sens de l’opinion telle qu’elle est formulée par un sondage soit payant politiquement parlant, au contraire. Affirmer une position allant à l’encontre des enquêtes mais plus proche des valeurs de fond peut au contraire apparaître comme courageux et être valorisé comme tel.

**Quand changer la question ne change rien à la réponse...** Le ministère des Solidarités réalise tous les ans depuis 2000 un baromètre d’opinion. L’une des enquêtes les plus sérieuses qui existe en France : 4 000 personnes sont sondées. En 2013, il a posé la question « *La France consacre environ le quart du revenu national au financement de la protection sociale. Considérez-vous que c’est... ?* » 20 % ont répondu « excessif », 64 % « normal », 15,8 % « insuffisant ». Elle a posé la même question en remplaçant « le quart » par « un tiers ». Et obtenu quasiment les mêmes résultats. En clair, les sondés ne répondent pas à la question posée mais à quelque chose qui doit ressembler à « *pensez-vous que l’on dépense assez pour la protection sociale ?* ». Rares sont ceux qui savent même exactement ce que représente la « protection sociale » et encore moins capables de savoir si 25 ou 33 % du revenu national est trop ou pas assez...

## Du Centre précité

### Des croyances et pratiques religieuses en déclin en France

Nov 9, 2021



Le débat sur la place des religions est souvent très vif dans notre pays. Pourtant, ces dernières décennies sont surtout marquées par la progression de l’athéisme. Entre 1981 et 2018, la part des Français qui disent « croire en Dieu » a baissé de 62 % à 50 %, selon l’enquête européenne sur les valeurs (Arval)<sup>1</sup>. Au rythme actuel, ils seront minoritaires dans une dizaine d’années. Il s’agit d’une tendance historique liée à l’émancipation des individus vis-à-vis de nombreuses institutions – bien au-delà de l’Eglise catholique – et une conséquence de l’aspiration à une plus grande liberté individuelle dans les choix de vie. C’est particulièrement clair dans le domaine du couple, des pratiques sexuelles et de la procréation. L’élévation du niveau de diplôme et l’accès à l’autonomie des femmes sont deux des principaux moteurs de ces transformations.

<sup>1</sup> *La France des valeurs, quarante ans d’évolution*, Pierre Bréchon et al., Presses universitaires de Grenoble, 2019.

Depuis les années 1980, on a assisté à une très forte diminution de ceux qui se déclarent catholiques, de 70 % en 1981 à 32 % en 2018 alors qu'à l'opposé la part de ceux qui indiquent n'appartenir à aucune religion<sup>2</sup> a augmenté de 26 % à 58 %. La part de protestants et d'autres types de religion a légèrement augmenté, de 3 % à 4 %. Celle des musulmans a plus nettement progressé, surtout entre 1999 et 2018, de 1,3 % à 6 % selon l'enquête Arval.

La croyance se distingue de la pratique religieuse. Selon les données 2021 de l'Ifop, 6,6 % des Français se disent catholiques pratiquants. L'institut ne distingue pas les pratiquants pour les autres religions, mais une enquête du même institut menée en 2019 indiquait que seuls 38 % des musulmans interrogés disent aller généralement à la mosquée le vendredi, ce qui représente environ 1,6 % de la population française si l'on se base sur les données 2021 de l'Ifop, qui enregistre 4,2 % de musulmans. Au total, les religieux pratiquants ne représentent depuis longtemps dans la société française qu'une très petite minorité. Au total, selon l'enquête Arval, 12 % de la population assiste à un service religieux au moins une fois par mois (données 2018) et 8 % chaque semaine. En 1981, les proportions étaient respectivement de 18 % et 12 %.

La mesure de l'évolution du poids des religions dans la société française reste très délicate, tant elle demeure subjective. L'état des croyances ne se réduit pas à des pratiques rituelles, comme le fait d'assister ou non à des cérémonies. Si les chrétiens ont incontestablement assoupli en pratique les règles imposées par la tradition, en revanche, le degré de « croyance » ne peut s'évaluer. Il en est de même chez les musulmans où les déclarations d'appartenance, notamment chez les jeunes, peuvent relever d'une forme d'identification culturelle à une communauté plus que de croyances profondes. Quelle que soit la religion déclarée, le fait de se dire d'« origine » ou « proche » s'accommode parfois d'un lien assez lointain<sup>3</sup>. Que signifie cette distance ? Le lien avec le religieux s'est transformé, mais pour ceux qui déclarent croire en Dieu le choix est aussi moins imposé et plus réfléchi. Exactement comme aujourd'hui le choix du partenaire dans le couple<sup>4</sup>.

#### Répartition de la population selon la religion déclarée (%)

	1981	1990	1999	2008	2018
Catholique	70,5	57,6	53	41,6	32,2
Protestante	1	1,3	1,3	1,8	1
Musulmane	0,4	0,1	1,3	4,5	5,9
Autres	1,9	1,5	2,1	1,9	2,9
Aucune	26,3	38,7	42,3	50,2	58
Total	100	100	100	100	100

Enquête Arval sur les valeurs des Français

<sup>2</sup> On peut croire en Dieu sans se rattacher à une religion spécifique.

<sup>3</sup> Par exemple, selon l'Ifop par exemple un tiers des personnes qui se disent musulmanes ne respecte pas le jeûne du ramadan.

<sup>4</sup> Même si dans les deux cas facteurs sociaux et individuels se combinent toujours